

DIRECTION
de la
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAUX C2 - C3 - D3
et Service des Etudes

Numéros dans les séries spéciales :
308 TM 117 TOM 32 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°.....	du
n°.....	du
n°.....	du
n°.....	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°.....	du
---------	----------

PROCÉDURE DE SIGNIFICATION ET DE MAINLEVÉE
DES ACTES DE NANTISSEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

Le décret n° 59-168 du 7 janvier 1959 relatif à la procédure de signification et de mainlevée des actes de nantissement des marchés publics (*Journal Officiel* du 10 janvier 1959, p. 728) a modifié le décret du 30 octobre 1935 relatif au financement des marchés de l'État et des collectivités publiques. Il a été complété par le décret n° 59-622 du 12 mai 1959 (*Journal Officiel* du 15 mai 1959, p. 5014, Rectificatif au *Journal Officiel* du 20 mai 1959, p. 5122). Les dispositions de ces deux textes ont été commentées dans l'instruction du 27 mai 1959, publiée au *Journal Officiel* du 3 juin 1959, p. 5602.

Les décrets et l'instruction susvisés sont reproduits ci-après en annexes.

Les comptables assignataires des marchés publics trouveront dans l'instruction du 27 mai 1959 les indications qui leur sont nécessaires. Leur attention est toutefois spécialement appelée sur le délai qui leur est imparti pour faire connaître, le cas échéant, leurs réserves ou leurs motifs de rejet. Pour respecter ce délai, qui est fixé à trois jours ouvrables, suivant le jour de la réception du pli postal, il importe que les comptables examinent avec diligence les notifications qui leur sont adressées, de façon à remettre la lettre recommandée au service des Postes à une date telle qu'elle puisse parvenir au cessionnaire avant l'expiration de ce délai ; en cas de besoin, cette lettre devra être expédiée par exprès.

C'est ainsi par exemple, qu'un acte de nantissement reçu par le comptable, un lundi, prend effet à partir du jeudi matin suivant, pour autant que cette période ne comporte que des jours ouvrables. Si cet acte donne lieu à réserves ou à rejet, la lettre recommandée que le comptable doit adresser au cessionnaire doit parvenir à celui-ci au plus tard le jeudi soir.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

RGS	PGS	TPG	DOM	ES	DS	IS	SIA	TGP
RF	P	TGA	TGM	TGT	RFA	TOM	CLV	PY
TGS	PGA	BA	EPA	EPI	ACT	AET	ACD	PA
UF	CCM	ASR	HLM	VIL	RIC	TCE		

D'autre part, les comptables n'ont pas à prendre l'initiative d'accuser réception des notifications qui leur seront adressées en application des deux décrets susvisés. Mais si le cessionnaire a joint à la notification, en plus des pièces qui accompagnent habituellement l'acte de nantissement (exemplaire spécial du marché formant titre, demande d'état des charges grevant éventuellement le marché), une formule d'accusé de réception, et que par ailleurs le nantissement n'appelle aucune remarque, le comptable doit bien entendu renvoyer au cessionnaire cette formule, après l'avoir datée et signée, sans être toutefois tenu par le délai susvisé de trois jours, qui ne concerne que les cas de réserves ou de rejet.

Enfin il est signalé que l'expression « sous enveloppe fermée et cachetée » figurant dans l'instruction du 27 mai 1959 signifie seulement que le pli doit être clos, sans pour autant être scellé au moyen de cachets.

La présente instruction est applicable à tous les marchés soumis actuellement au régime de nantissement institué par le décret du 30 octobre 1935.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,

MARTIAL-SIMON.

**DÉCRET N° 59-168 DU 7 JANVIER 1959 RELATIF A LA PROCÉDURE
DE SIGNIFICATION ET DE MAINLEVÉE DES ACTES DE NANTISSEMENT
DES MARCHÉS PUBLICS**

(*Journal Officiel* du 10 janvier 1959, page 728.)

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

Sur le rapport du Ministre délégué à la Présidence du Conseil, du Ministre des Finances et des Affaires Économiques, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur,
Vu la Constitution et notamment son article 37 ;
Vu l'article 2075 du Code civil ;
Vu le décret du 30 octobre 1935 modifié relatif au financement des marchés de l'État et des collectivités publiques ;
Vu le décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale ;
Le Conseil d'État (commission spéciale représentant toutes les sections) entendu

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 3 du décret du 30 octobre 1935 relatif au financement des marchés de l'État et des collectivités publiques, complété par l'article 26 du décret du 25 août 1937, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les nantissemements et les subrogations devront être notifiés par le cessionnaire au comptable désigné, conformément à l'article 2, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par acte extrajudiciaire de signification, conformément à l'article 2075 du Code civil et aux articles 13 de la loi du 9 juillet 1836, et premier de la loi du 12 avril 1922 ».

ART. 2. — Il est ajouté à l'article 3 du décret du 30 octobre 1935 les alinéas suivants :

« La mainlevée des significations de nantissemements sera donnée par le cessionnaire au comptable détenteur de l'exemplaire spécial, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

» Par dérogation aux dispositions de l'article 2075 du Code civil, les actes de nantissement ou de subrogation ne sont pas soumis à la formalité de l'enregistrement ».

ART. 3. — Le Ministre délégué à la Présidence du Conseil, le Ministre des Finances et des Affaires Économiques, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et le Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 1959.

C. DE GAULLE.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le Ministre délégué à la Présidence du Conseil,
André BOULLOCHE.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
Michel DEBRÉ.

Le Ministre de l'Intérieur,
Émile PELLETIER.

Le Ministre des Finances et des Affaires Économiques,
Antoine PINAY.

**DÉCRET N° 59-622 DU 12 MAI 1959 PRIS POUR L'APPLICATION
DU DÉCRET N° 59-168 DU 7 JANVIER 1959 RELATIF A LA PROCÉDURE
DE SIGNIFICATION ET DE MAINLEVÉE DES ACTES DE NANTISSEMENT
DES MARCHÉS PUBLICS**

(*Journal Officiel* du 15 mai 1959, page 5014, Rectificatif au J.O. du 20 mai, page 5122.)

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires Économiques,

Vu le décret n° 59-168 du 7 janvier 1959 relatif à la procédure de signification et de mainlevée des actes de nantissement des marchés publics ;

Après avis du Conseil d'État (section des finances).

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER — Lorsque les nantissemments et les subrogations sont, en application de l'article premier du décret susvisé du 7 janvier 1959, notifiés par le cessionnaire au comptable intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les parties établiront, en vue de cette notification, un double de l'acte de nantissement ou de l'acte de subrogation. Ce double devra être revêtu des mêmes signatures que l'acte lui-même. La notification prendra date le troisième jour ouvrable suivant celui de la réception du pli recommandé.

Le comptable destinataire doit, le cas échéant, formuler ses réserves ou indiquer ses motifs de rejet par lettre recommandée qui devra parvenir au cessionnaire avant l'expiration du troisième jour ouvrable prévu à l'alinéa précédent.

Dans toutes les dispositions du décret du 30 octobre 1935 modifié, le terme « signification » doit s'entendre aussi bien de la notification par lettre recommandée que de la signification par acte extrajudiciaire qui produiront les mêmes effets.

Aucune modification dans la désignation du comptable ni dans les modalités de règlement ne pourra intervenir après cette signification.

ART. 2. — La mainlevée des significations de nantissement donnée dans les formes prévues à l'article 2 du décret du 7 janvier 1959 par le cessionnaire au comptable détenteur de l'exemplaire spécial prendra date le deuxième jour ouvrable suivant celui de la réception du pli par le comptable.

ART. 3. — Le Ministre des Finances et des Affaires Économiques et tous les autres Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mai 1959.

Michel DEBRÉ.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des Finances et des Affaires Économiques,
Antoine PINAY.

**INSTRUCTION DU 27 MAI 1959 POUR APPLICATION DU DÉCRET N° 59-168
DU 7 JANVIER 1959 ET DU DÉCRET N° 59-622 DU 12 MAI 1959
RELATIFS A LA PROCÉDURE DE SIGNIFICATION ET DE MAINLEVÉE DES ACTES
DE NANTISSEMENT DES MARCHÉS PUBLICS**

(*Journal Officiel* du 3 juin 1959, page 5602.)

Le décret n° 59-168 du 7 janvier 1959 publié au *Journal Officiel* du 10 janvier, page 728, relatif à la procédure de signification et de mainlevée des actes de nantissement des marchés publics, tout en maintenant la procédure de signification par acte extrajudiciaire, permet aux créanciers nantis de notifier les nantisements, ainsi que les subrogations, de marchés de l'État et des collectivités publiques au comptable assignataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décret n° 59-622 du 12 mai 1959 publié au *Journal Officiel* du 15 mai, page 5014 (rectificatif au *Journal Officiel* du 20 mai 1959, page 5122) pris pour l'application des dispositions du décret susvisé, fixe la date à laquelle prend effet le nantissement ou la subrogation et le délai imparti au comptable pour, le cas échéant, porter à la connaissance du cessionnaire ses réserves ou ses motifs de rejet. Il indique, d'autre part, la date d'effet de la mainlevée des significations de nantissement.

La présente instruction a pour objet de définir la portée de la mesure de simplification réalisée par ces deux textes et de donner des indications sur les conditions dans lesquelles les nouvelles dispositions doivent être appliquées.

Portée de la réforme.

Le décret du 30 octobre 1935 relatif au financement des marchés de l'État et des collectivités publiques stipule, en son article 3, que le nantissement des marchés publics doit être signifié au comptable assignataire conformément à l'article 2075 du Code civil et aux articles 13 de la loi du 3 juillet 1836 et premier de la loi du 12 avril 1922, c'est-à-dire par acte extrajudiciaire.

Or cette procédure s'est révélée relativement longue et coûteuse ; elle a donc pour effet d'éloigner les titulaires des marchés de faible montant ou de courte durée, des possibilités de financement offertes par ledit décret, en même temps qu'elle est un facteur de hausse des prix des marchés publics.

A ces inconvénients le décret n° 59-168 du 7 janvier 1959 remédie en permettant de notifier, avec les mêmes effets juridiques que la signification, les actes de nantissement et de subrogation au comptable assignataire du marché, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En second lieu, le décret susvisé du 30 octobre 1935 ne contient aucune disposition sur les conditions dans lesquelles doit intervenir la mainlevée des significations de nantissement. Aussi les comptables assignataires, faisant application des instructions générales concernant les oppositions, saisies-arrêts, et autres significations, exigent, le plus souvent, que la mainlevée amiable soit donnée par acte notarié, ce qui entraîne des frais non négligeables, même lorsque l'acte est délivré en brevet. Le décret du 7 janvier 1959 stipule, à cet égard, que la mainlevée — laquelle émane du créancier nanti, bénéficiaire de la sûreté — est donnée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En troisième lieu, l'article 5 du décret du 30 octobre 1935 se borne à indiquer que la subrogation du cessionnaire dans l'effet du nantissement doit être signifiée au comptable. En l'absence de dispositions complémentaires, il était fait application, pour la signification des actes de subrogation, des mêmes règles que pour le nantissement. Cette situation est désormais sanctionnée par une disposition expresse du décret du 7 janvier 1959. Ainsi la notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception admise pour les actes de nantissement est, elle aussi, applicable aux subrogations.

Enfin, pour alléger les formalités de nantissement et réduire leur coût, le décret du 7 janvier 1959 exempté de la formalité de l'enregistrement les actes de nantissement ou de subrogation. Sans doute, du point de vue fiscal, ces actes n'étaient plus soumis à l'enregistrement depuis l'intervention du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948, mais cette formalité était encore nécessaire, en vertu de l'article 2075 du Code civil, pour la validité du privilège résultant du nantissement.

Modalités d'application de la réforme.

Dans le cas de notification des actes de nantissement ou de subrogation par voie postale, les cessionnaires adressent l'acte au comptable assignataire sous enveloppe fermée et cachetée avec les pièces qui l'accompagnent habituellement : exemplaire spécial du marché formant titre, demande d'état des charges, etc.

En ce qui concerne les délais, l'instruction du 31 août 1905 sur les oppositions, significations et autres charges prévoit que « l'acte » prend effet le lendemain du jour de la signification (dimanches et jours fériés non compris).

Ce délai demeure valable lorsque le nantissement ou la subrogation est signifié par acte extrajudiciaire. Il est légèrement augmenté lorsque l'acte est notifié par lettre recommandée puisqu'il est fixé à trois jours ouvrables suivant la réception du pli postal. Dans ce dernier cas, en effet, il est tenu compte des délais d'acheminement du courrier dans les services comptables et du fait que le comptable est obligé de faire connaître ses réserves ou motifs de rejet par lettre recommandée qui doit parvenir au cessionnaire avant l'expiration du même délai de trois jours.

Enfin, le décret du 12 mai 1959 précise que les mainlevées des significations de nantissement prennent date le deuxième jour ouvrable suivant celui de la réception du pli par le comptable.

Fait à Paris, le 27 mai 1959.

Le Ministre des Finances et des Affaires Économiques,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,

Antoine PARTRAT.
